

CREATION DE VESTIAIRES, DIVERS LOCAUX, HOPITAL « SITE DE VESOUL » – 70 000 –



MAITRISE D'OUVRAGE

GH 70 – Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - 70 014 VESOUL

Tél : 03 84 96 60 60

e-mail : a.zoeller@gh70.fr - m.chaouche@gh70.fr - l.roubez@gh70.fr

Type : Marché de Prestations
Procédure : Intellectuelles
MAPA

MARCHE N° : 25.04/DRELT/CMP

**MARCHE DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES PI**



| | | | | |
|-------------------------|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| DCE | <div>HOPITAL « Site de VESOUL »</div> <div>ETUDES DE CONCEPTION POUR LA REHABILITATION DES VESTIAIRES COMMUNS et DIVERS LOCAUX AU NIVEAU REZ-BAS</div> <div>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP</div> | 11 | 20 janvier 2025 | 01 |
| PHASE | | NOMBRE DE PAGE | DATE | INDICE |
| FORMAT D'ÉDITION : WORD | | EMETTEUR : M. CHAOUCHE | | NGF référence : + 274 |

DATE DE REMISE DES OFFRES LE VENDREDI 14 FEVRIER 2025 à 12h00

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P.

CCAP 1 - OBJET DU MARCHE ET DESIGNATIONS DES COCONTRACTANTS

La présente consultation concerne un marché de prestations intellectuelles d'études de conception en vue de la réhabilitation de vestiaires et divers locaux en Rez-Bas sur le site de l'Hôpital de Vesoul.

Tout en conservant la structure bâtementaire, le « Prestataire » s'attachera à proposer des solutions technico-financières répondant aux besoins du GH 70. Il devra intégrer toutes les modifications sur les éléments et les équipements constitutifs du bâtiment (Electricité CFO et CFA, fluides, énergie, ventilations, sols, murs, plafonds, menuiseries, sécurité incendie, accessibilité PMR, ...).

Le descriptif détaillé des solutions proposées sera le résultat des études et il servira à l'établissement des cahiers des charges (CCTP, plans, DPGF travaux) nécessaires à la consultation d'entreprises travaux.

Le « Prestataire » présentera un ou deux propositions d'aménagement détaillés avec les contraintes techniques existantes sur les bases de l'esquisse proposée par le GH 70 (Cf. voir plan de l'Annexe technique n° 2 ci-joint).

La part indicative de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage est fixée à : 500 000 euros H. T.

Conformément à l'article R.2182-4 du Code de la Commande Publique, les dispositions du présent marché prennent effet à la date de réception de la notification au titulaire.

CCAP 2 – LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

Pièces particulières

- Acte d'Engagement et ces annexes financières (détail des honoraires)
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Annexe technique
- Plans et schémas annexés
-

Pièces générales auxquelles le marché fait référence :

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

CCAP 3 – LE PRESTATAIRE DE SERVICE INTELLECTUELLE

Le « Prestataire », le « Titulaire » sont les termes qui désignent le bureau d'études de conception du présent marché.

Par dérogation à l'article 3-5 du CCAG PI : dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le représentant du pouvoir adjudicateur invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 15 jours, un autre mandataire parmi les autres membres du groupement.

Cette substitution fera l'objet d'un avenant.

CCAP 4 – MISSION DE CONCEPTION DU PRESTATAIRE

Les missions du titulaire confiées au titre du présent marché, concernent les éléments de conception et d'assistance suivants :

En TRANCHE FERME :

- Les études préliminaires - diagnostics de l'existant
- Les études de projet de l'ensemble des composantes techniques (courants forts et faibles, fluides y compris fluides médicaux, énergie et thermiques, ventilations, cloisonnement et viabilité des locaux, etc...)
- L'établissement des divers CCTP travaux avec plans en 2D pour les différents lots
- L'établissement des divers DPGF travaux en lien avec les CCTP précités

En TRANCHE OPTIONNELLE n° 1 :

- Les études de vérifications-validations de l'exécution des travaux en lien avec la conception
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA)

En TRANCHE OPTIONNELLE n° 2

- L'ordonnance, le pilotage et la coordination du chantier (OPC)
- La Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)

CCAP 5 – DELAIS DU PRESTATAIRE

5.1 Délai global

La durée globale du marché correspond à la période comprise entre la notification du marché et la fin de garantie de parfait achèvement.

Le début des prestations de conception est prévu en février 2025, avec un début de réalisation des travaux à compter mai 2025 soit 8 semaines.

5.2 Délais partiels

Les durées partielles appliquées à chaque mission seront définies par le « Titulaire » du marché » dans la limite du délai global accordé

CCAP 6 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Projets de décomptes

6.1.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Le maître d'ouvrage doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes établis par l'entrepreneur.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage en vue du paiement de l'état d'acompte correspondant notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

6.1.2 Délai de vérification :

Le délai imparti au maître d'ouvrage pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission en trésorerie publique est fixé à 30 jours à compter de leur réception.

6.1.3 Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs

À l'issue des travaux, le maître d'ouvrage vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final.

6.1.4 Délai de vérification :

Le délai imparti au maître d'ouvrage pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs est fixé à 30 jours à compter de leur réception.

6.2 Ordres de service (OS) délivrés par le maître d'ouvrage

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service (OS) qui est un document écrit devant être notifié au « Titulaire » dans les conditions fixées par l'article 3.8 du CCAG-PI, notamment :

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que l'ordre donné au « Titulaire » d'engager un élément de mission)
- Pour la validation des documents dont le contenu relève des prérogatives du « Titulaire » (CCTP, Plans, DPGF, ...)
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

6.3 Avenants négociés avec le maître d'ouvrage

Toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment.

- Des conséquences sur le marché du « Titulaire », de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.
- Des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations intellectuelles résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage,
- Des aléas non imputables au « Titulaire »
- Au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception, rendant ainsi nécessaire la reprise des études
- Des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études

6.4 Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre

La mission du « Titulaire » s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

CCAP 7 – REMUNERATION DU PRESTATAIRE

Le présent marché de prestations intellectuelles est un marché à prix provisoires, fermes et actualisables. La rémunération du « Titulaire » est établie selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le « Titulaire ».

7.1 Caractère forfaitaire du marché

La rémunération du marché est forfaitaire.

Le « Titulaire » s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de la mission. Les entreprises ne peuvent en aucun cas confier au titre de l'opération, une mission au « Titulaire ». Sont notamment visées •

- Les prestations de bornage, levé topographique, implantation
- Les études d'exécution pour le compte de l'entreprise
- Les essais et contrôles internes

7.2 Établissement du forfait provisoire de rémunération

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi sur la base du montant HT de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux, par l'application d'un taux de rémunération à ce montant.

7.3 Passage au forfait définitif de rémunération

Suite à l'engagement du « Titulaire » sur le coût prévisionnel des travaux, la rémunération provisoire est remplacée par la rémunération définitive établie lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'élément de mission servant à établir le dossier de consultation des entreprises (CCTP, PLANS DETAILLES, DPGF Travaux).

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de la méthode suivante.

Montant définitif de la rémunération =

**Coût prévisionnel des travaux accepté par le maître d'ouvrage au stade PRO-DCE x
Le taux de rémunération**

Les montants correspondants aux missions seront recalculés au prorata des montants provisoires.

Ce forfait définitif est arrêté par avenant.

L'incidence éventuelle, sur les prestations du « Titulaire », de l'évolution des éléments portés à la connaissance du « Titulaire », qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans la négociation du forfait définitif de rémunération.

7.4 Modalités d'actualisation du prix ferme

Le prix ferme est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois mO (mois de la date limite de remise des offres) et la date de commencement d'exécution (date de notification du marché).

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient Ci d'actualisation, donné par la formule $Ci = (Im-3) / I0$

Dans laquelle I0 est l'index ingénierie du mois mO et (Im-3) est l'index ingénierie du mois antérieur de 3 mois au mois "m" contractuel de notification du marché. Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

CCAP 8 – ENGAGEMENTS ET PENALITES DU PRESTATAIRE**8.1 Engagement du « Titulaire » sur le coût des travaux****8.1.1 À l'analyse des offres, avant la passation des marchés de travaux***Engagement du « Titulaire » sur le coût prévisionnel et seuil de tolérance*

L'engagement du « Titulaire » intervient sur la base du coût prévisionnel des travaux déterminés au niveau des Études dit « Projet (PRO) », après leur acceptation par le maître d'ouvrage.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 5%.

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x 1,05 (1 + taux de tolérance).

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le « Titulaire » doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Comparaison de la consultation avec les résultats — conséquences du non-respect de la tolérance

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, ce dernier établit le coût de référence des travaux. Ce coût est le montant total de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le respect de l'engagement du « Titulaire » s'apprécie sur le coût total de référence des travaux, et non lot par lot.

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut:

- Soit accepter l'offre ou les offres des entreprises
- Soit demander au « Titulaire », durant des négociations avec l'entreprise retenue, une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.
- Soit déclarer le marché infructueux et demander au « Titulaire » la reprise des études pour tenir compte de ses engagements.
- Dans les deux derniers cas, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

8.1.2 Après la passation des marchés, pendant l'exécution des travaux*Engagement du « Titulaire » sur le coût des travaux et seuil de tolérance*

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5%

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance) soit 1,05.

Comparaison entre réalité et tolérance — conséquences du non-respect de l'engagement Le coût constaté après achèvement de l'ouvrage est le montant des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, hors révision ou actualisation de prix. Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance, le « Titulaire » supporte une pénalité définie comme suit:

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x taux de pénalité

Taux de pénalité fixé par le maître de l'ouvrage est de 10/100.

Le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

8.2 Pénalités de retard applicables au « Titulaire »

8.2.1 Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des documents et/ou des délais partiels, le « Titulaire » encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 100 €.

Dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres cotraitants

8.2.2 Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes

Si les délais fixés aux articles 5 ne sont pas respectés, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises de l'acompte correspondant.

Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables.

8.2.3 Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 15 €.

CCAP 9 – REGLEMENT DES COMPTES DU PRESTATAIRE

9.1 Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire ne sera versée, conformément à l'article R.2191-3 du Code de la Commande Publique pour un montant de marché inférieur à 50 000 € H.T

9.2 Les acomptes

9.2.1 Montant de l'acompte — Modalités de règlement

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre s'effectuera à l'avancement, par mission achevée suivant le tableau défini à l'article 5 de l'acte d'engagement, en tenant compte des montants définis par avenant et de la retenue de garantie, conformément aux articles R2191 du Code de la Commande Publique :

9.2.2 Le solde — Notification du décompte général

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le « Titulaire » adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le maître d'ouvrage établit le décompte général et le notifie au « Titulaire » dans un délai maximum de 3 mois.

Le décompte général devient définitif après acceptation (signature) par le « Titulaire ».

CCAP 10 – ASSURANCES DU PRESTATAIRE

10.1.1 Responsabilité professionnelle et son assurance

Le « Titulaire » (contractant unique ou cotraitant d'un groupement) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, causés au Maître d'ouvrage ou aux tiers au contrat.

Le « Titulaire » est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par un contrat d'assurance.

10.1.2 Responsabilité civile décennale

Le « Titulaire » assume en particulier les responsabilités qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée.

10.1.3 Attestations d'assurance

Le « Titulaire » (contractant unique ou cotraitant d'un groupement) est tenu de produire une attestation d'assurance professionnelle dans les 15 jours suivants la notification du marché, accompagnée d'une attestation d'assurance de responsabilité décennale lorsque l'ouvrage est soumis à obligation d'assurance de par la loi de façon totale ou partielle.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

CCAP 11 – PROPRIETE INTELLECTUELLE DU PRESTATAIRE

Le régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats choisis par le maître d'ouvrage correspond à l'option B définie à l'article 35 du CCAG-PI.

CCAP 12 – CONDITIONS DE RESILIATION

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du « Titulaire » sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 40 du CCAG-PI et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation est fixée à 5 % de la partie résiliée du marché.

CCAP 13 – DEROGATIONS AU CCAG - PI

| Articles du présent CCAP | Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé |
|--------------------------|--|
| Article 2 | Article 4 |
| Article 3 | Article 3.5 |
| Article 8.2 | Article 14.1 |

La compétence juridictionnelle pour toute contestation de la procédure est le :

Tribunal administratif de BESANCON
Adresse : 30 rue Charles Nodoer
25 000 BESANCON
Tél : 03 81 82 60 00 – Télécopie : 03 81 60 01
greffe.ta-besancon@juradm.fr